



**L'Etat et le Capital sont là pour
notre éducation.
Mais nous ne sommes pas là pour eux !!!**

« Depuis la rentrée dernière dans les universités montpelliéraines, et notamment à l'université de lettres Paul Valéry, des troublions essaient de perturber la vie estudiantine : montages de tentes sur les pelouses pour mettre en évidence les problèmes de logement, prises de paroles politiques pendant la pause d'un cours par un étudiant, tenue d'assemblées générales...

Mais heureusement, les autorités universitaires ont réagi pour le bien de vos études : refus de dialogue, appel aux forces de l'ordre - vigiles et policiers - pour évacuer ces mauvais-es étudiant-e-s, neutralisation de l'étudiant que nous, autorités universitaires, avons envoyé faire un test psychiatrique à l'hôpital, le soupçonnant d'être sous l'emprise de substance illicite (ce qui à notre grand regret n'était pas le cas) mais ceci pour son bien et celui de tous... »

Ces faits ne peuvent pas nous laisser insensibles, car loin d'être isolés, ils s'inscrivent dans une logique totalitaire présente dans le monde de l'éducation, comme dans toute la société.

Le recours de plus en plus répandu à la biométrie (dès l'école primaire), l'emprisonnement de manifestant-e-s et militant-e-s (plusieurs dizaines pendant le mouvement du printemps dernier), l'adoption récente du Plan de Prévention de la Délinquance, la multiplication vertigineuse des caméras de vidéosurveillance, l'omniprésence des vigiles et policiers, la chasse aux sans-papiers (la police ose entrer dans les écoles pour cela), la constitution d'un fichier national ADN pour la suspicion d'infractions mineures... Voilà quelques unes des mesures qui nous entourent désormais, entre autres dans les lieux d'éducation. Celles-ci ne servent pas à résoudre les inégalités et les véritables problèmes sociaux, mais au contraire elles les augmentent fortement. Elles reposent sur l'idée absurde que c'est l'individu qui ne serait pas adapté à la société, et non la société qui serait inadaptée aux individus. L'Etat et ses rouages poursuivent, par ces logiques de fichage généralisé et de psychiatrisation de la société, un but précis : contrôler et éviter toute résistance, toute opposition.

Qui profite?

Ce processus accompagne la gestion capitaliste de tous les domaines de la société, y compris le monde de l'éducation qui, loin d'être épargné, y participe pleinement.

Avec sa logique de rentabilité, le système ne fait que nous préparer à tenir le rôle de salarié-e adapté-e aux besoins du Capital. Pour y aboutir il nous divise entre travailleur-euse-s manuel-le-s et intellectuel-le-s, met en place du collège au supérieur un système de sélection (voir réforme LMD ou introduction du système de crédits au niveau de la fac) et d'orientation (dont une influence grandissante des entreprises dans le contenu des cours et des filières), il crée des individus obligés de courir du matin au soir pour prouver constamment leurs valeurs.

Faire des stages sous, voire non rémunéré, avoir un emploi précaire pour payer son logement, ses frais d'inscription... sont devenus des banalités. Banalités aussi pour les travailleur-euse-s de l'éducation, enseignant-e-s, éducateur-e-s, chercheur-euse-s, personnels divers... embauchés à coup d'emplois temporaires et flexibles.... Mais rassurons nous, nous disent-ils, toute cette casse sociale généralisée c'est pour le bien de l'éducation et le bon déroulement de la société bien sûr...

Mais nous ne nous satisfaisons jamais de tout cela!



Ensemble apprenons à construire par l'auto-organisation, contre toutes logiques hiérarchiques, les rapports de force qui chasseront ces logiques autoritaires et capitalistes!

Ensemble apprenons à construire une éducation émancipatrice, une société autogestionnaire où la liberté de chacun est d'autant plus grande que l'est celle des autres!

Apprenons? Oui ! A désobéir !

CNT-EDUCATION 34

contact: cnt34@cnt-f.org www.cnt-f.org

*Permanence tous les premiers samedis du mois à la librairie
« La Mauvaise Réputation » 20, rue Terral, Montpellier*

